

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1814

28 août 2007

SOMMAIRE

Agripromotion S.A.	87048	Franchising Development & Management S.à.r.l.	87051
Antan Holding S.A.	87026	Garage Marc Winandy S.à r.l.	87043
Arilco S.A.	87050	Garros S.A.	87049
Arrow Holding S.A.	87049	Gaviota Re S.A.	87046
Artam Holding S.A.	87028	Izzie S.à r.l.	87052
Batico Promotions S.A.	87053	LEA3M S.C.I.	87068
BBGP Biofuels Partner S.à.r.l.	87058	Liberty Lease Drive (LLD) S.à r.l.	87049
Beaucette S.A.	87030	Lloyds TSB CHF Trading S.à r.l.	87057
BGV III Feeder 1 SICAV-FIS	87031	LuxCo 15 S.à r.l.	87047
Bolux	87026	LuxCo 16 S.à r.l.	87047
Brandar S.A.	87050	Luxenergie S.A.	87056
Burglux S.A. Holding	87045	Lux Foods S.A.	87030
Calzedonia Finanziaria S.A.	87048	Mastelle S.à r.l.	87055
Carisma S.A.	87045	Ondafin S.A.	87044
City-Prom S.A.	87053	Orlando Italy Special Situations SICAR (SCA)	87065
Cobrilux S.A.	87029	Relio S.A. Holding	87026
Decoration & Design S.A.	87052	Rocky Mountains Holding	87029
Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg	87054	Scaff Logistics S.A.	87029
Dexia Participation Luxembourg	87057	Schop Investissements S.A.	87031
Dorinda Holding S.A.	87046	Silver Whale Enterprises S.A.	87052
Dropal S.A.	87051	Smile S.A.	87045
EasyETF S&P GSCITM Light Energy Dynamnic TR	87031	Société Financière L. Dapt	87027
Eiland S.A.	87044	Sofidra S.A.	87028
E.S.C. Solutions S.A.	87054	Special Modes S.à r.l.	87043
Evasion-Mistral S.A.	87050	Spinnaker Invest Sàrl	87070
Falkenstein Investissements S.A.	87056	Sunivers S.A.H.	87043
Fidam	87027	Taarnet Luxembourg S.A.	87044
Fidelity Funds II	87046	Technical Video/Film Productions	87043
Fidelity Funds II	87053	Thunder Holding S.A.	87028
Fidelity Multimanager Sicav	87054	Trans-Am Automobil-Leasing Import GmbH	87043
Finagra S.A.	87027	Triplane S.A.	87056
Fininsteel S.A.	87030	Vicruper S.A.	87049
fitinfinance S.A.	87055		
Flight Company	87051		

Relio S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 32.233.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du mercredi, 12 septembre 2007 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2006.
2. Examen et approbation du bilan et du compte pertes et profits au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2007091595/19.

Antan Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 80.926.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 13 septembre 2007 à 12.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2007,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091594/696/15.

Bolux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 33.507.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav BOLUX à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 17 septembre 2007 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises,
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2007,
3. Affectation des résultats,
4. Quitus aux Administrateurs,
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises,
6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091639/755/22.

Finagra S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 24.500.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 septembre 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091596/755/19.

Société Financière L. Dapt, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 17.728.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 18 septembre 2007 à 15.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire,
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2007,
- Affectation du résultat au 30 juin 2007,
- Quitus aux administrateurs et au commissaire,
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091597/18.

Fidam, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 89.058.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav FIDAM à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 18 septembre 2007 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises,
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 avril 2007,
3. Affectation des résultats,
4. Quitus aux Administrateurs,
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises,

6. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091640/755/22.

Sofidra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 73.723.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE REPORTEE

qui aura lieu le *13 septembre 2007* à 11.00 heures au 12, rue du Cimetière à B-8413 Steinfort, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation des rapports de vérification du commissaire aux comptes pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006.
2. Présentation et approbation des comptes annuels statutaires et consolidés au 31 décembre 2006.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091598/581/19.

Thunder Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 51.162.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *20 septembre 2007* à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091599/755/19.

Artam Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 41.119.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du lundi, 10 septembre 2007 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2006.
2. Examen et approbation du bilan et du compte pertes et profits au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Pour assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2007091600/18.

Rocky Mountains Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 16.204.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 17 septembre 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091601/755/18.

Scaff Logistics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 81.342.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 20 septembre 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mai 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091602/755/18.

Cobrilux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.320.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme COBRILUX S.A. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le jeudi, 13 septembre 2007 à 14.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091641/750/16.

Beucette S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 38.156.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 13 septembre 2007 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091642/1023/16.

Finisteel S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 53.253.

La première Assemblée Générale Statutaire convoquée pour le mardi 19 juin 2007 à 10.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 18 septembre 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007082169/755/17.

Lux Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 10.770.

L'assemblée n'ayant pu valablement délibérer à la date du 25 avril 2007, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2007 à 11.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085875/755/20.

Schop Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 43.684.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 septembre 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007087311/795/15.

EasyETF S&P GSCITM Light Energy Dynamic TR, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion prenant effet le 11 juin 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

The management regulations effective as of 11th June 2007 have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AXA FUNDS MANAGEMENT S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007091603/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2007, réf. LSO-CG02660. - Reçu 62 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

BGV III Feeder 1 SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.061.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am achtzehnten Juli.

Vor den unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

REAL I.S. AG, Gesellschaft für Immobilien Assetmanagement, Innere Wiener Str. 17, 81667 München, Deutschland, hier vertreten durch Maître Arne Bolch, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in München am 16. Juli 2007.

Die Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Bevollmächtigten der Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt dieser Urkunde beigelegt, um mit derselben eingetragen zu werden. Die Erschienene hat, durch ihren Bevollmächtigten, den unterzeichneten Notar gebeten, die Satzung einer «société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé», die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. Definitionen - Name - Gesellschaftszweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Definitionen.

- **Ausgabepreis** bezeichnet den Preis, zu dem die Anteile ausgegeben werden;
- **Anteile** bezeichnen die Anteile (Aktien) der Gesellschaft;
- **Anteilsinhaber** bezeichnet diejenigen Personen, welche Anteile am Kapital der Gesellschaft erworben haben;
- **Anteilsklassen** bezeichnet Anteilsklassen, welche sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anteilsinhabern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwahrung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden können;
- **Bankarbeitstag** bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg und in Deutschland geöffnet sind;
- **Bewertungstag** bezeichnet den Bankarbeitstag an dem Bewertungen des Vermögens der Gesellschaft im Sinne des Artikel 13 vorgenommen werden;
- **Depotbank** bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;
- **Einzahlungsaufforderung** bezeichnet das Schreiben, durch welches die Gesellschaft jeden einzelnen Anleger dazu auffordert, gemäß den Bestimmungen des Prospekts und des Zeichnungsscheins einen prozentualen Anteil der Offenen Kapitalzusage des betreffenden Anlegers gegen Ausgabe von Anteilen an die Gesellschaft zu zahlen;
- **Erstzeichnungspreis** bezeichnet den Preis, zu dem die Anteile während der Erstzeichnungsperiode ausgegeben werden.
- **Erstzeichnungsphase** bezeichnet den Zeitraum, während dessen die Gesellschaft Anteile zum Erstzeichnungspreis ausgibt;
- **Gesetz von 1915** bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung;
- **Gesetz von 2007** bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung;
- **Geeigneter Anleger** bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter Anleger gilt. Geeignete Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:
 - er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Geeigneter Anleger erklärt, und
 - er investiert mindestens 125.000 EUR, oder
 - er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;
- **Kapitalzusage** bezeichnet die durch den Anleger gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung des Zeichnungsscheins eingegangene Verpflichtung, Anteile der Gesellschaft zu zeichnen;
- **Nettoinventarwert** bezeichnet den so wie in Artikel 12 der Satzung berechneten Wert der Vermögensgegenstände der Gesellschaft gemindert um deren Verbindlichkeiten;
- **Nicht-erwerbsberechtigte Person** bezeichnet eine jede Person, die nicht Geeigneter Anleger ist, oder die zwar Geeigneter Anleger ist, deren Eigentum an Anteilen der Gesellschaft aber nach Auffassung der Gesellschaft den Interessen der Gesellschaft entgegensteht oder dieser Erwerb eine Verletzung Luxemburger Rechts oder eines anderen Rechts darstellt, oder die Gesellschaft als Folge dieses Eigentums steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile in Kauf nehmen müsste, die sie ansonsten nicht erleiden würde.
- **Offene Kapitalzusage** bezeichnet den Anteil, der durch die Anleger gemäß dem Zeichnungsschein abgegebene Kapitalzusagen der Anleger, der von der Gesellschaft noch nicht eingefordert und an diese gezahlt wurde.
- **Prospekt** bezeichnet den Verkaufsprospekt der Gesellschaft;
- **Säumiger Anleger** bezeichnet einen von der Gesellschaft gemäß Artikel 10 für säumig erklärten Anleger;
- **Satzung** bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;
- **Verwaltungsrat** bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;
- **Verwaltungsratsmitglied** bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft;

- **Zeichnungsschein** bezeichnet die zwischen dem Anleger und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die
 - sich der Anleger unter anderem verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Anteile zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Anteilen an die Gesellschaft zu zahlen ist, wenn der Anleger eine Einzahlungsaufforderung erhält, und
 - durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Anteile an die Anleger auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Anlegers in Anspruch genommen und bezahlt wird.

Art. 2. Name. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital strukturiert als spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen BGV III FEEDER 1 SICAV-FIS.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage ihres Nettovermögens in Anteile der BGV BAYERISCHE GRUNDVERMÖGEN III SICAV-FIS unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und mit dem Ziel, ihren Anlegern eine angemessene Rendite zu ermöglichen.

Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Geschäfte tätigen, welche der Erfüllung des Gesellschaftszweckes im Weitesten, im Rahmen des Gesetzes von 2007 zulässigen Sinne, dienlich sind.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist auf begrenzte Zeit bis einschließlich zum 31. Dezember 2019 errichtet. Auf Vorschlag des Verwaltungsrates kann die Dauer der Gesellschaft bis zu drei mal um jeweils 1 Jahr bis zum 31. Dezember des jeweiligen Jahres durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Anteilsinhaber verlängert werden.

Eine außerordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilsinhaber kann jederzeit beschließen die Gesellschaft aufzulösen.

Art. 5. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Sitz kann zu jeder Zeit durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

Titel II. Gesellschaftskapital - Anteile - Nettoinventarwert

Art. 6. Gesellschaftskapital - Anteilsklassen. Das Gesellschaftskapital wird durch Anteile ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 12 der Satzung. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR), ist in einunddreißig (31) Anteile der Anteilklasse A aufgeteilt und voll einbezahlt. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) betragen und innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden. Auf Beschluss des Verwaltungsrats werden weitere Anteile der Gesellschaft in der Anteilklasse B ausgegeben. Der Erlös aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird abzüglich einer anfallenden Verkaufsprovision (Ausgabeaufschlag) in Sinne des Gesellschaftszwecks nach Maßgabe der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat im Hinblick auf die jeweilige(n) Anteilklasse(n) festgelegt wird, unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat beschlossenen Anlagebeschränkungen, für Rechnung der Gesellschaft investiert.

Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Anteile der Anteilklasse B der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Anteilsinhabern ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Anteile einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Anteile entgegenzunehmen.

Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft werden die Anteilsinhaber durch eine Mitteilung an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Gesellschaft, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt; das Gesellschaftskapital entspricht dem Nettovermögen aller Anteilsklassen.

Art. 7. Form der Anteile. Die Anteile der Gesellschaft können ausschließlich von Geeigneten Anlegern erworben werden. Anteile der Gesellschaft dürfen zu keinem Zeitpunkt von mehr als dreißig (30) Geeigneten Anlegern gehalten werden. Es werden ausschließlich Namensanteile ausgegeben.

Für diese Namensanteile wird ein Anteilsregister geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Anteilshabers, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile sowie ggf. das Datum der Übertragung jedes Anteils. Die Eintragung im Anteilsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Anteilszertifikate zu Namensanteilen werden lediglich auf Antrag und Kosten des Anteilshabers ausgestellt. Es wird dem Anteilshaber jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Anteilsregister zugestellt. Beantragte Anteilszertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Anteile eingegangen sind. Anteilszertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Anteile werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben.

Die Übertragung von Anteilen erfolgt,

(i) sofern Anteilszertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Anteile gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufrieden stellender Weise nachweisen, und,

(ii) sofern keine Anteilszertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Anteilsregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Anteilen wird in das Anteilsregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

Die Kosten, die durch die Übertragung von Anteilen entstehen, werden von den Anteilshabern, welche ihre Anteile übertragen, getragen.

Anteilshaber müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Anteilsregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Anteilen wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

Sofern ein Anteilshaber keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilsregister eingetragen wird. Als Anschrift des Anteilshabers gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Anteilshaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anteilshaber kann zu jeder Zeit die im Anteilsregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/steht oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, ernennen alle Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, einen Vertreter, der als rechtmäßiger Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft anzusehen ist. Erfolgt keine Ernennung eines solchen Berechtigten, hat dies zur Folge, dass die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechten ausgesetzt wird.

Art. 8. Verlust oder Zerstörung von Anteilszertifikaten. Sofern ein Anteilshaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilszertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilshabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Anteilszertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilszertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilszertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilshaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilszertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilszertifikates getragen wurden, dem Anteilshaber auferlegen.

Art. 9. Erwerbsbeschränkungen für die Anteile. Die Gesellschaft kann den Erwerb des Eigentums an Anteilen der Gesellschaft seitens einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verhindern.

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen in das Anteilsregister verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. jederzeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilsregister eingetragen ist oder die die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Anteilsregister wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, die die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen bei einer Nicht-erwerbsberechtigten Person verbleibt oder ob

ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Nicht-erwerbsberechtigten Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Nicht-erwerbsberechtigte Person auf der Gesellschafterversammlung verweigern;

und

D. einen Anteilsinhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Nicht-erwerbsberechtigte Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilsinhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilsinhaber alle von diesem Anteilsinhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückzunehmen oder diese Rücknahme veranlassen:

Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung (die Rückkaufmitteilung) an den Anteilsinhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Anteilsregister; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach dem der Rücknahmepreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilsinhaber per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilsinhaber ist hiermit verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilszertifikat bzw. die Anteilszertifikate, die die Anteile entsprechend der Angabe in der Rückkaufmitteilung vertreten, zukommen zu lassen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilsinhabers an den in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Anteilen; und der Name des Anteilsinhabers wird aus dem Anteilsregister gestrichen;

Der Rücknahmepreis entspricht dem Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages. Im Falle einer Zwangsrücknahme verringert sich der Rücknahmepreis durch die durch die Zwangsrücknahme entstehenden Unkosten.

Der so errechnete Rücknahmepreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in Euro zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung) nach endgültiger Festlegung des Rücknahmepreises nach vorheriger Rückgabe des bzw. der Anteilszertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Rückkaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Rückkaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einem Teil derselben zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Rücknahmepreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilszertifikate(s) wie vorerwähnt von der genannten Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, die einem Anteilsinhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, sämtliche jeweils notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

Die Ausübung der Befugnisse nach Maßgabe dieses Artikels durch die Gesellschaft kann in keiner Weise mit der Begründung in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, dass das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückkaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorbenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

Mit Abschluss der Rückkauftransaktion endet das Eigentum des bisherigen Anteilsinhabers. In der Folge wird der Name des Anlegers aus dem Anteilsregister gestrichen.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, von dem bisherigen Anteilsinhaber, für die durch die Zwangsrücknahme entstandenen Schäden am Gesellschaftsvermögen Ersatz zu fordern.

Anteile der Gesellschaft sind frei übertragbar oder können uneingeschränkt mit Pfandrechten belastet bzw. übertragen werden, sofern der Käufer, Pfandgläubiger oder Übertragungsempfänger (i) ein Geeigneter Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ist und (ii) schriftlich versichert hat, dass er jedwede im Rahmen des vom Verfügenden geschlossenen Zeichnungsscheins bestehenden Verpflichtungen vollständig und uneingeschränkt übernimmt. Eine Übertragung von Anteilen der Gesellschaft an Nicht-erwerbsberechtigten Person ist unzulässig. Dies gilt ebenso für eine Übertragung von Anteilen, welche zur Folge haben würde, dass die Zahl der Anteilsinhaber der Gesellschaft über dreißig (30) stiege.

Art. 10. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile jederzeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilsinhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilsklasse einschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat entscheiden, dass Anteile einer Anteilsklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeich-

nungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden. In zeitlicher Hinsicht erfolgt die Ausgabe von Anteilen nach einem Verfahren, das vom Verwaltungsrat festgelegt und in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird. Ferner werden Anteile nur an Geeignete Anleger ausgegeben, welche eine Zeichnungsschein unterschrieben haben.

Die Ausgabe von Anteilen erfolgt grundsätzlich zu dem im Prospekt bestimmten Ausgabepreis. Der Ausgabepreis kann sich um eine Vermittlungsgebühr oder andere Gebühren erhöhen, die in dem jeweils gültigen Prospekt festgelegt sind. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird und im Prospekt veröffentlicht wird, zu entrichten sein. Der Ausgabepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, je nach Vorgabe des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann an jedes seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis erteilen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Anteile entgegen zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Leistet ein Anteilsinhaber nicht innerhalb einer bestimmten, vom Verwaltungsrat festgesetzten Frist die geforderten Einlagen oder bestimmte andere Zahlungen nach Maßgabe der Bestimmungen seiner Zusage, so kann die Gesellschaft den entsprechenden Anteilsinhaber zum Säumigen Anleger erklären. Dies zeitigt die unten genannten Folgen, sofern nicht der Verwaltungsrat hierauf verzichtet:

- a) vom Säumigen Anlegern wird Ersatz des Verzugschadens in Höhe von 4% p. a. über dem EURIBOR für 3-Monats-Gelder des in der jeweiligen Kapitalzusage genannten Betrags geltend gemacht, und
- b) Ausschüttungen an den Säumigen Anleger werden verrechnet oder zurückgehalten, bis die der Gesellschaft geschuldeten Beträge voll bezahlt sind.

Daneben kann der Verwaltungsrat eine der folgenden Maßnahmen ergreifen:

- 1) Zwangsrücknahme der Anteile des Säumigen Anlegers zum nach den in Artikel 9 stehenden Bedingungen ermittelten Rücknahmepreis;
- 2) Einräumung eines Rechts für die Nicht-säumigen Anleger, die Anteile des Säumigen Anlegers zum üblichen Ausgabepreis zu erwerben;
- 3) Kündigung oder Herabsetzung der Kapitalzusage des Säumigen Anlegers;
- 4) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den Anteilsinhabern kann eine weitere Kapitaleinforderung zugestellt werden, um den durch den Säumigen Anleger entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offenen Kapitalzusage der jeweiligen Anleger überschreiten darf), und es können neue Anleger zur Gesellschaft zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Anlegers Einzahlungen zu leisten haben.

Art. 11. Rücknahme von Anteilen. Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Anteile zu jedem Zeitpunkt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Beschränkungen zurückzunehmen. Den Anteilsinhabern steht bis auf Weiteres kein Rückgaberecht zu.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts der Gesellschaft. Der Wert des Nettovermögens der Gesellschaft entspricht der Differenz zwischen dem Wert seiner konsolidierten Vermögenswerte und Verbindlichkeiten.

Der Nettoinventarwert je Anteile der einzelnen Anteilklassen wird spätestens zu jedem Bewertungstag ermittelt, indem (i) der dieser Anteilklasse an dem betreffenden Bewertungstag zurechenbare Nettoinventarwert durch (ii) die Anzahl der dann im Umlauf befindlichen Anteile der jeweiligen Klasse geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Anteil kann auf vier Dezimalstellen auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Anteile eine wesentliche Änderung in Bezug auf (i) einen wesentlichen Teil des Eigentums oder der Eigentumsrechte der Gesellschaft oder (ii) die Quotierungen in Märkten, in denen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft gehandelt bzw. quotiert werden, zum Schutz der Interessen der Anteilsinhaber die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(1) Vorbehaltlich Artikel 12 Absatz 4 dieser Satzung bestehen die Vermögenswerte der Gesellschaft aus:

- a) Gesellschaftsanteilen an der BGV BAYERISCHE GRUNDVERMÖGEN III SICAV-FIS,
- b) anderen von der Gesellschaft gehaltenen Wertpapieren,
- c) Barguthaben einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen,
- d) allen der Gesellschaft zustehenden Anteile, Anteils- und Bardividenden sowie Barausschüttungen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen,
- e) Zinsen, die auf Einlagen der Gesellschaft aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag des entsprechenden Vermögensgegenstandes ausgewiesen sind,
- f) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Anteile der Gesellschaft,
- g) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

Diese Vermögenswerte werden wie folgt bewertet:

1) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivische Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen. Dann wird ihr Wert mit einem Abschlag festgelegt, den der Verwaltungsrat in diesem Falle für angemessen hält, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben.

2) An einer Börse notierte oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden auf der Grundlage des letzten veröffentlichten Börsen- oder Marktkurses bewertet.

3) Wertpapiere, die weder an einer Börse notiert sind noch in einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat mit kaufmännischer Sorgfalt und in gutem Glauben ermittelt wird (in der Regel der Einstandspreis, sofern nicht bestimmte Ereignisse einen niedrigeren oder höheren Wert richtiger erscheinen lassen).

4) Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Der Wert von nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts der Gesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Hauptverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(2) Vorbehaltlich Artikel 12 Absatz 4 dieser Satzung umfassen die Verbindlichkeiten der Gesellschaft:

a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel), Wechsel und Forderungen,

b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung),

c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Management- und Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Kauf- und Verkaufgebühren, Depotbankgebühren und Gebühren für Geschäftsstellen),

d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrags aller unbezahlten, durch die Gesellschaft beschlossenen Ausschüttungen, sofern der Bewertungstag auf den Stichtag für die Feststellung der entsprechend berechtigten Person oder einen späteren Zeitpunkt fällt,

e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf streitige Ansprüche eines Gläubigers gegen die Gesellschaft ansieht,

f) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischen Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser zu zahlenden Aufwendungen, die im Prospekt detailliert beschrieben sind.

Die der Gesellschaft regelmäßig oder wiederkehrend entstehenden Verwaltungs- und sonstigen Aufwendungen werden auf der Basis eines geschätzten Betrages anteilig auf Jahresperioden oder andere zeitliche Abstände umgelegt.

(3) Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sind wie folgt zuzuweisen:

a) Die Erlöse aus der Ausgabe von Anteilen einer Klasse erhöhen den Anteil des der auszugebenden Anteilsklasse zurechenbaren Nettovermögens.

b) Entstehen der Gesellschaft Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einer bestimmten Anteilsklasse, so werden diese Verbindlichkeiten der betreffenden Anteilsklasse zugewiesen.

c) Bei der Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilinhaber beliebiger Anteilsklassen wird der Nettoinventarwert dieser Anteilsklasse um den Betrag dieser Ausschüttungen verringert.

(4) Im Sinne dieses Artikels 12 gilt:

a) Anteile, welche gemäß Artikel 9 bzw. 11 zurückgenommen werden sollen, gelten bis zum für die Rücknahme bestimmten Datum als existierende Anteile und werden als solche berücksichtigt; ab diesem Datum und bis zur Zahlung durch die Gesellschaft stellt der Preis dafür eine Verbindlichkeit der Gesellschaft dar.

b) Von der Gesellschaft auszugebende Anteile werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Anteile gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.

Art. 13. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes und der Ausgabe von Anteilen. Die Gesellschaft (oder ein von ihr benannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrates. Die Berechnung erfolgt mindestens einmal jährlich (zum Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft) sowie darüber hinaus an jedem Tag, an dem der Verwaltungsrat dies für erforderlich hält. Diese Termine oder Berechnungszeitpunkte werden im vorliegenden Dokument als Bewertungstag bezeichnet. Fällt ein Bewertungstag auf einen Tag, der kein Bankarbeitstag in Luxemburg ist, so wird der Nettoinventarwert am nächsten Bankarbeitstag in Luxemburg festgelegt.

Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwertes und die Ausgabe seiner Anteile während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem die Berechnung des Nettoinventarwertes auf der Ebene der BGV BAYERISCHE GRUNDVERMÖGEN III SICAV-FIS ausgesetzt ist, oder

b) während eines Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert sind, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen gewöhnlicher Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel darin beschränkt ist oder ausgesetzt wurde, oder

b) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Anteilhaber nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können, oder

c) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Gesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwertes (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit nach seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von größter Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann, oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisung von Mitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann, oder

e) im Falle der Veröffentlichung einer Bekanntmachung über die Einberufung einer Gesellschafterversammlung zum Zwecke einer Beschlussfassung über die Auflösung der Gesellschaft, oder

f) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft veröffentlicht diese Aussetzungen gegebenenfalls und unterrichtet die Anleger, die einen Antrag auf Zeichnung von Anteilen gestellt haben, dementsprechend.

Titel III. Verwaltung - Aufsicht

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus drei Mitgliedern, welche nicht Anteilhaber der Gesellschaft sein müssen. Den Vertretern der Anteilsklasse A und B steht zu gleichen Teilen das Recht zu, Verwaltungsratsmitglieder vorzuschlagen. Der Verwaltungsrat wird von der Gesellschafterversammlung der Anteilhaber aus der Mitte der von den Gesellschaftern der Anteilsklasse A und B vorgeschlagenen Kandidaten bestellt. Es muss jeweils mindestens einer der von den Gesellschaftern der Anteilsklasse A bzw. B vorgeschlagenen Kandidaten bestellt werden. Den Verwaltungsratsmitgliedern können zwei unterschiedliche Unterschriftsberechtigungen gegeben werden.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder. Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Gesellschafterversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates zu jeder Zeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig kommissarisch bekleiden; die Anteilhaber werden bei der nächsten Gesellschafterversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat bestimmt einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die erste Gesellschafterversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 24 Stunden vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen jedoch muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann

schriftlich, durch Brief, Telegramm, Telefax oder E-Mail von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonische Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche es ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen rechtswirksam beschließen.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder E-Mail.

Art. 16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Art. 17. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder von denen jeweils ein Verwaltungsratsmitglied eine A Unterschriftsberechtigung und das andere eine B Unterschriftsberechtigung besitzt, wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren natürlicher oder juristischer Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Anteilshaber zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates - Auslagererstattung. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt.

Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern oder sonstiger Personen, die auf Grund einer ordnungsgemäßen Bevollmächtigung für die Gesellschaft tätig geworden sind, in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, werden zurückerstattet, es sei denn, diese sind durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds oder sonstigen Personen veranlasst worden; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Kostenerstattung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern der Rechtsberater der Gesellschaft bescheinigt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Auslagererstattung schließt andere Ansprüche nicht aus.

Art. 19. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, die Anlagepolitik für die Gesellschaft, die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen der Gesellschaft und die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils im Rahmen der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Art. 20. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der Gesetzes von 2007.

Titel IV. Gesellschafterversammlung - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 21. Befugnisse der Gesellschafterversammlung. Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Anteilhaber vertritt die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Die Gesellschafterversammlung kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- e) Änderung der Satzung;
- f) Auflösung der Gesellschaft.

Art. 22. Die alljährliche Gesellschafterversammlung - Andere Gesellschafterversammlungen. Die alljährliche ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch im Monat Juni um 11:00 Uhr abgehalten.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Gesellschafterversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Die ordentliche Gesellschafterversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass Umstände höherer Gewalt dies erfordern.

Andere Gesellschafterversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Art. 23. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung. Der Ablauf der Versammlungen der Anteilhaber muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jeder Anteil berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert per Anteil innerhalb einer Anteilsklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung.

Jeder Anteilhaber kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Anteilhaber oder eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Anteilhaber gefasst. Die Anteilhaber könne auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Anteilhaber die auf diesem Wege an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen. Der Verwaltungsrat kann andere Bedingungen festlegen, welche die Anteilhaber erfüllen müssen, um an den Gesellschafterversammlungen teilnehmen zu können.

Die Gesellschafterversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Gesellschafterversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Anteilhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Gesellschafterversammlung veranlasst. Die Einberufung der Gesellschafterversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Anteilhaber, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Gesellschafterversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

Sofern sämtliche Anteilhaber der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Gesellschafterversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro erstellt.

Art. 25. Ausschüttungen. Die Gesellschafterversammlung wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen

werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt.

Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Gesellschafterversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Die Ausschüttung von Netto-Erträgen aus den Anlagen kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Kapitalverlusten oder -gewinnen erfolgen. Die Gesellschaft kann freie Liquidität ausschütten, soweit es sich um Vereinnahmungen aus Beteiligungen handelt. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Ausschüttungen erfolgen in der Referenzwährung der jeweiligen Anteilsklasse. Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der entsprechenden Anteilsklasse. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilsinhaber erfolgt an deren im Anteilsregister hinterlegte Bankverbindung.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 26. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilsinhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten. Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Gesellschafterversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilsinhaber verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des / der Liquidators / Liquidatoren an die Anteilsinhaber der einzelnen Anteilklassen im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Anteile, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der «Caisse de Consignations» verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

Art. 27. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann nur durch eine außerordentliche Gesellschafterversammlung, welche den entsprechenden Mehrheitsanforderungen des Gesetzes von 1915 Rechnung trägt, geändert werden.

Art. 28. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Der Umfang der von der Depotbank zu erfüllenden Pflichten ergibt sich aus den Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

Die Depotbank oder der Verwaltungsrat können den Depotbankvertrag mit einer Frist von zwei Monaten kündigen. Die Depotbank wird während dieser Frist alle Maßnahmen ergreifen, welche erforderlich sind, um die Interessen der Anteilsinhaber sicherzustellen. Die Depotbank bleibt solange aus dem Depotbankvertrag verpflichtet, bis der Verwaltungsrat eine Nachfolger bestellt hat.

Art. 29. Anwendbares recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Luxemburger Rechts und insbesondere der Gesetze von 1915 und von 2007 geregelt.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Anteilsinhaber wird am zweiten Mittwoch im Monat Juni des Jahres 2008 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

REAL I.S. AG, wie vorgenannt, einunddreißig (31), Anteile der Anteilsklasse A, im Wert von 31.000 EUR.

Total: einunddreißig (31) Anteile der Anteilsklasse A, 31.000 EUR. Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf 7.000,- Euro veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Die oben angeführte Partei, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

1. Herr Guy Friedgen, Innere Wiener Str. 17, 81667 München, Deutschland, Herrn Friedgen wird eine A Unterschriftsberechtigung zugeteilt;

2. Herr Georg Gmeineder, Innere Wiener Str. 17, 81667 München, Deutschland, Herrn Gmeineder wird eine A Unterschriftsberechtigung zugeteilt.

3. Herr Cornelius Bechtel, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg, Herrn Bechtel wird eine B Unterschriftsberechtigung zugeteilt;

Herr Cornelius Bechtel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2013.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2008.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, hat dieser die vorliegende Urkunde zusammen mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. Bolch, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2007, Relation: LAC/2007/18844. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

Für gleichlautende Kopie zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 24. Juli 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007090791/242/614.

(070102233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2007.

Special Modes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 12, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 21.115.

Sunivers S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1948 Rodange, 34, rue Louis XIV.
R.C.S. Luxembourg B 21.419.

Technical Video/Film Productions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8124 Bridel, 10, rue des Carrefours.
R.C.S. Luxembourg B 21.130.

Trans-Am Automobil-Leasing Import GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4395 Pontpierre, 3, rue de Mondercange.
R.C.S. Luxembourg B 21.224.

Garage Marc Winandy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3252 Bettembourg, 55, rue de Livange.
R.C.S. Luxembourg B 21.427.

—
LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Extrait

Par jugements rendus en date du 2 mai 1991, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et, la liquidation des sociétés:

- 1 - SPECIAL MODES s.à r.l, avec siège social à L-6730 Grevenmacher, 12, Grand-rue, de fait inconnue à cette adresse;
- 2 - SUNIVERS S.A.H., avec siège social à L-1948 Rodange, 34, rue Louis XIV, de fait inconnue à cette adresse;
- 3 - TECHNICAL VIDEO/FILM PRODUCTIONS, avec siège social à L-8124 Bridel, 10, rue des Carrefours de fait inconnue, à cette adresse;
- 4 - TRANS-AM AUTOMOBIL-LEASING IMPORT GmbH, avec siège social à L-4395 Pontpierre, 3, rue de Mondercange, de fait inconnue à cette adresse;
- 5 - GARAGE MARC WINANDY s.à r.l, avec siège social à Bettembourg, sans inscription d'une adresse précise au registre, du commerce et des sociétés, c/o Monsieur Marc Winandy, gérant technique, demeurante L-3252 Bettembourg, 55, rue de Livange;

Les mêmes jugements ont nommé juge commissaire Monsieur Marc Kerschen, juge, remplacé par Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et liquidateur Maître Gérard A. Turpel, avocat, demeurant à Luxembourg.

Pour extrait conforme

M^e G. Turpel

Le liquidateur

Référence de publication: 2007085505/1324/52.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00697. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00699. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00701. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00704. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00705. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

(070094949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

(070094952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

(070094956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

(070094959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Ondafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 54.416.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 26 février 2007

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2007:

- Monsieur Giorgio Pastorino, administrateur de société, demeurant au 61, Provinciale à Malgrate (Italie), Président;
- Monsieur Reno Maurizio Tonelli, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg.
- Monsieur Horst Sonnentag, administrateur de sociétés, demeurant à D-54453 Nittel, Schulstraße 10

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2007:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Luxembourg, le 26 juin 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007084874/534/22.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04264. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Taarnet Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 112.620.

—
Résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société tenue à Luxembourg le mercredi 4 juillet 2007 à 11.00 heures

Résolution

L'Assemblée Générale prend acte du changement de dénomination du commissaire aux comptes, qui dorénavant s'appelle:

FIDUCIAIRE FRH S.A.R.L. (anc. FIDUCIAIRE REUTER-WAGNER & ASSOCIES SARL), R.C.S Luxembourg, B N ° 58.155, 134, route d'Arlon, B.P. 18, L-8001 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

LG@VOCATS

Signature

Référence de publication: 2007084899/1053/19.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2007, réf. LSO-CG05262. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Eiland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 90.311.

—
Il en résulte d'une lettre adressée aux actionnaires de la société que la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A. a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société en date du 5 juin 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007085015/231/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007, réf. LSO-CG05675. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Burglux S.A. Holding, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 15.938.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 juillet 2007 que, Monsieur Laurent Backes, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, a été nommé liquidateur en remplacement de Madame Danièle Martin.

Luxembourg, le 4 juillet 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Le liquidateur

Référence de publication: 2007084918/535/17.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG04918. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Carisma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 78.805.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue en date du 4 juillet 2007 que Monsieur Nicolas Schaeffer jr., maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, a été coopté en fonction d'administrateur en remplacement de Madame Danièle Martin, démissionnaire.

Luxembourg, le 4 juillet 2007.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2007084923/535/17.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05177. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Smile S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 52.380.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 30 mai 2007 a décidé de renouveler les mandats:

- des administrateurs:

M. Martin Burkhardt, avocat, avec adresse professionnelle Bleicherweg 58, 8027 Zürich

M. Christos Ioannou, directeur de sociétés, avec adresse professionnelle Fragoklissias Str. 9, 151 25 Marousi, Grèce

M. Peter Hafter, avocat, avec adresse professionnelle Bleicherweg 58, 8027 Zürich

- du commissaire aux comptes PricewaterhouseCoopers S.A., 268, Kifissias avenue, 152 32 Halandri, Grèce

jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de 2010 statuant sur les comptes de 2009.

Pour SMILE S.A., Société Anonyme Holding

SOFINEX S.A., Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2007085118/783/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG04882. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Dorinda Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 80.533.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue en date du 4 juillet 2007 que Monsieur Claude Geiben, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, a été coopté en fonction d'administrateur en remplacement de Madame Danièle Martin, démissionnaire.

Luxembourg, le 4 juillet 2007.

Pour extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2007084938/535/17.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05178. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Gaviota Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 35.610.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le 11 mai 2007

- L'Assemblée décide de nommer comme Administrateurs:

Mme Cristina Sanz Mendiola, Paseo de la Castellana 278, E-28046 Madrid

M. Ramon Alvarez-Pedrosa Sanchez, Paseo de la Castellana 278, E-28046 Madrid

M. Tomas Garcia Recio, 12, avenue de Tervuren, Bte 8 B-1040 Bruxelles Belgium

M. Luis Pieltain Alvarez-Arenas, Koningskade n° 30, 2596 AA The Hague, The Netherlands

M. Claude Weber, 82, rue du Cimetière, L-7313 Heisdorf,

Leur mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale de 2008 qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2007.

- L'Assemblée décide de nommer comme Réviseur d'entreprises indépendant: DELOITTE S.A. 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale de 2008 qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007084964/4685/24.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG04775. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Fidelity Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1479 Luxembourg, place de l'Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 76.939.

Extrait des Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 2007

L'assemblée a décidé:

- D'élire douze (12) administrateurs, en particulier de réélire les douze (12) administrateurs actuels:

M. Edward C. Johnson 3d, 82 Devonshire Street, Boston, Massachusetts, 02109, Les Etats-Unis

M. Barry R. J. Bateman, Oakhill House, 130 Tonbridge Road, Hildenborough, Tonbridge, Kent TN1 9DZ, Grande-Bretagne

Sir Charles Fraser K.C.V.O., Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg

M. Jean Hamilius, Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg

M. Simon M. Haslam, Oakhill House, 130 Tonbridge Road, Hildenborough, Tonbridge, Kent TN 11 9DZ, Grande-Bretagne

M. Alexander Kemner, Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg
 M. Glen R. Moreno, 82 Devonshire Street, Boston, Massachusetts, 02109, Les Etats-Unis
 Dr. Arno Morenz, Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg
 M. Frank Mutch, Pembroke Hall, 42 Crow Lane, Pembroke HM19, Les Bermudes
 Dr. David J. Saul, Pembroke Hall, 42 Crow Lane, Pembroke HM19, Les Bermudes
 M. Helmert Frans van den Hoven K.B.E., Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg
 FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg

Ces administrateurs ont été élus jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire, à moins qu'un successeur ne soit désigné avant cette date.

- D'élire le Réviseur d'entreprise, en particulier de réélire PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, comme réviseur de la société pour l'année fiscale actuelle:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, sont réélus jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Luxembourg, le 25 juin 2007.
FIDELITY FUNDS II
 Corporate Director
 FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.
 Director
 M. Wathelet

Référence de publication: 2007085120/711/38.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00492. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

LuxCo 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 126.603.

—
 RECTIFICATIF

Lors de l'acte d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Gérard Lecuit, de résidence à Luxembourg, en date du 18 avril 2007, enregistré à Luxembourg, le 18 avril 2007, relation LAC/2007/5537, l'associé unique de la société LuxCo 15 S.à r.l. fut erronément indiqué comme étant NEW STAR INVESTMENT FUNDS LIMITED, or il fallait lire en tant qu'associé unique NEW STAR INTERNATIONAL PROPERTY OEIC.

Pour avis sincère et conforme
 Pour LuxCo 15 S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007. Référence: LSO-CG05702. — Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Pour avis conforme, délivré à la demande de la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007085013/220/19.

(070093884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

LuxCo 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 126.604.

—
 RECTIFICATIF

Lors de l'acte d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Gérard Lecuit, de résidence à Luxembourg, en date du 18 avril 2007, enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2007, relation LAC/2007/5538, l'associé unique de la société LuxCo 16 S.à r.l. fut erronément indiqué comme étant NEW STAR INVESTMENT FUNDS LIMITED, or il fallait lire en tant qu'associé unique NEW STAR INTERNATIONAL PROPERTY OEIC.

Pour avis sincère et conforme
 Pour LuxCo 16 S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007. Référence: LSO-CG05702. — Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Pour avis conforme, délivré à la demande de la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007085014/220/19.

(070093890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Calzedonia Finanziaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 80.171.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 27 juin 2007*

Décision est prise de ratifier la délibération du Conseil d'Administration du 5 décembre 2006 de coopter Monsieur Paul Weidig, administrateur de sociétés, né le 6 octobre 1944 à Luxembourg, résidant au 9, rue François Donven, L-4084 Esch-sur-Alzette (Luxembourg), en remplacement de Monsieur Vincenzo Arno'.

Monsieur De Bernardi Alexis, Monsieur De Bernardi Angelo, Monsieur Carletto Marco, Monsieur Veronesi Sandro et Monsieur Weidig Paul sont renommés administrateurs pour une nouvelle période d'un an. Monsieur Donati Régis est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

Pour extrait sincère et conforme

CALZEDONIA FINANZIARIA S.A.

A. De Bernardi / A. De Bernardi

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007085035/545/22.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04377. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Agripromotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 87.176.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 25 juin 2007*

Monsieur Régis Donati et Monsieur Georges Diederich sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de quatre ans. Monsieur De Bernardi Alexis est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Monsieur Louis Vegas-Pieroni, expert-comptable, né le 26 septembre 1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société en remplacement de Madame Marie-Fiore Ries-Bonani démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

AGRIPROMOTION S.A.

R. Donati / G. Diederich

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007085043/545/22.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04364. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Garros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépinés.
R.C.S. Luxembourg B 111.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Pour GARROS S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

F. Marx / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007085064/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05041. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Vicruper S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépinés.
R.C.S. Luxembourg B 41.935.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Pour VICRUPER S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

F. Marx / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007085065/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05040. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Arrow Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépinés.
R.C.S. Luxembourg B 5.594.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Pour ARROW HOLDING S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

F. Marx / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007085066/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05038. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Liberty Lease Drive (LLD) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 44.276.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution prise lors d'une délibération de l'associé unique, en date du 2 juillet 2007, que Madame Catherine Tassin De Nonneville Altenbourger a démissionné de ses fonctions de gérante de la société et que Monsieur François-Xavier Tassin De Nonneville, titulaire de l'autorisation d'établissement de la société, a été nommé gérant, en lieu et place de gérant administratif.

Pour extrait aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007085116/4775/19.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06542. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Evasion-Mistral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 117.530.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Pour EVASION-MISTRAL S.A., Société Anonyme
EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme
F. Marx / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007085068/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05032. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Arilco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 41, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 71.232.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société
à 41, rue de Koerich, L-8437 Steinfort, en date du 17 avril 2007*

Première résolution

Remplacement du commissaire aux comptes BRITANICA ASSET MANAGEMENT S.A. avec siège social à 2, rue Hannelast, L-9544 Wiltz, par la société HMS FIDUCIAIRE s.à.r.l. avec siège social à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen avec effet au 1^{er} janvier 2007. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Deuxième résolution

L'assemblée décide révoquer Madame Marie-Pierre Pitters, née le 20/10/1961, demeurant à 41, rue de Koerich, L-8437 Steinfort de son poste d'administrateur. Elle pourvoit à son remplacement la société BRITANICA ASSET MANAGEMENT S.A., domiciliée à 2, rue Hannelast, L-9544 Wiltz,

L'assemblée décide révoquer Madame Marie-Pierre Pitters, née le 20/10/1961, demeurant à 41, rue de Koerich, L-8437 Steinfort de son poste d'administrateur-délégué. Elle pourvoit à son remplacement Monsieur Philippe Paul Alphonse Derville, directeur commercial, né le 20 août 1956 à Paris (France), demeurant à 41, rue de Koerich, L-8437 Steinfort. La société sera engagée par la signature isolée de l'administrateur-délégué.

Leurs mandats viendront à échéance à l'assemblée générale 2011.

J. Mousel / G. Klein / D. Mamer
Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2007085112/3220/24.

(070094147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Brandar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 55.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Pour BRANDAR S.A., Société Anonyme Holding
EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme
F. Marx / C. Day-Royemans

Référence de publication: 2007085070/1017/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05028. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Franchising Development & Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 79.185.

Le siège de la société FRANCHISING DEVELOPMENT & MANAGEMENT S.à.r.l., sise au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B 79.185, a été dénoncé avec effet au 6 juillet 2006 par son agent domiciliataire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2007.

GH TRUST

Signature

Référence de publication: 2007085079/4286/15.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2007, réf. LSO-CG05539. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Flight Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 53.058.

EXTRAIT

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 30 janvier 2007 que:

1. le mandat du conseil d'administration est renouvelé. Le conseil d'administration se compose comme suit:

- a. Monsieur Waxmann Marc
- b. Madame Materne Dominique
- c. Monsieur Vulfs Bernard

2. le mandat de Monsieur Waxmann Marc, né le 3 février 1957, demeurant 8A, rue Léandre Lacroix L-1913 Luxembourg en tant qu'administrateur-délégué est accepté

3. La démission de Monsieur Waxmann Daniel en tant que commissaire aux comptes de la société est acceptée.

4. La nomination de la FIDUCIAIRE EUROPEENNE SARL (RC B 22.942) sise 2A, place de Paris L-2314 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes de la société est acceptée.

Luxembourg, le 5 février 2007.

Pour extrait conforme

J. Reicherts

Mandataire

Référence de publication: 2007085117/592/24.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01792. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Dropal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.407.

La société LOUV S.à r.l., société anonyme avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 89.272, nommée administrateur en date du 30 décembre 2004 pour un mandat d'une durée de 6 ans, a désigné Madame Chantal Mathu comme représentant permanent pour toute la durée de son mandat soit jusqu'à l'assemblée générale statutaire de l'an 2010.

Luxembourg, le 9 mars 2007.

Certifié sincère et conforme

DROPAL S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007085093/795/18.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04546. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Silver Whale Enterprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.278.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} juin 2006

- les mandats d'Administrateurs de Monsieur Kornelis Kinsbergen, Directeur, demeurant au 335, Deurnestraat, B-2640 Mortsel, de Monsieur Patrick Cornet, Directeur, demeurant au 78, Krekelenberg, B-2980 Zoersel, de la société LA PARUNIA S.A., société anonyme, ayant son siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg et de la société LES CADES DE BROMBOR S.A., société anonyme, ayant son siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2007.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de un an jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2007.

Fait à Luxembourg, le 1^{er} juin 2006.

Certifié sincère et conforme

SILVER WHALE ENTERPRISES S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007085102/795/23.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, réf. LSO-CG04540. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Izzie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 123.172.

RECTIFICATIF

- Il résulte des actes de transfert d'actions que Mr. Douglas Farrell, gérant de société, avec adresse à 11 Oakley Road Ranelagh, Dublin 6, Irlande détient 1.414 actions et non 4.142 actions

Luxembourg, le 9 juillet 2007.

I. Rosseneu.

Référence de publication: 2007085133/4726/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007, réf. LSO-CG05781. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Decoration & Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.436.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen, en date du 7 juin 2007

Première résolution

Remplacement du commissaire aux comptes Monsieur Jeannot Mousel, employé privé, demeurant à 266, route d'Esch, L-4451 Belvaux, par la société HMS FIDUCIAIRE s.à r.l. avec siège social à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen avec effet au 1^{er} janvier 2007. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2008.

J. Mousel / G. Klein / D. Mamer
Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2007085109/3220/17.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07872. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

City-Prom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 58, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 92.636.

—
*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société
à 58, rue de Libération, L-3511 Dudelange, en date du 20 mai 2007*

Première résolution

Remplacement du commissaire aux comptes INTERNATIONAL ALLIED SERVICES S.A. avec siège social à 2, rue Hannelast, L-9544 Wiltz, par la société HMS FIDUCIAIRE s.à.r.l. avec siège social à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen avec effet au 1^{er} janvier 2007. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2009.

J. Mousel / G. Klein / D. Mamer
Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2007085113/3220/17.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07867. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Fidelity Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1479 Luxembourg, place de l'Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 76.939.

—
Extrait des Résolutions prises lors du conseil d'administration du 8 mai 2007

Démission d'un administrateur

Le conseil d'administration a décidé:

- D'accepter la démission de M. Glen Fukushima, en sa qualité d'administrateur de la société, suite à la réception de sa lettre de démission datant du 21 février 2007.

Luxembourg, le 25 juin 2007.

FIDELITY FUNDS II

Corporate Director

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.

M. Wathelet

Director

Référence de publication: 2007085121/711/20.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00494. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Batico Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.981.

—
*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société,
à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen, en date du 29 mars 2007*

Première résolution

Remplacement du commissaire aux comptes MONTBRUN REVISION Sàrl, domiciliée à 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, par la société HMS FIDUCIAIRE s.à.r.l. avec siège social à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen avec effet au 1^{er} janvier 2007. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2009.

Deuxième résolution

L'assemblée décide révoquer la société International ALLIED SERVICES LIMITED de son poste d'administrateur avec effet rétroactif au 23 mars 2005. Elle pourvoit également à son remplacement la société INTERNATIONAL ALLIED SERVICES S.A. qui terminera le mandat jusqu'à l'assemblée générale de 2009.

J. Mousel / G. Klein / D. Mamer
Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2007085114/3220/21.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07860. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

E.S.C. Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.824.

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société
à 270, route d'Arlon, L -8010 Strassen, en date du 25 mai 2007*

Première résolution

Remplacement du commissaire aux comptes Monsieur Jeannot Mousel, employé privé, né le 30/12/1954 à Esch-sur-Alzette, demeurant à 266, route d'Esch, L-4451 Belvaux, par la société HMS FIDUCIAIRE s.à.r.l. avec siège social à 270, route d'Arlon, L-8010 Strassen avec effet au 1^{er} janvier 2007. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2009.

J. Mousel / G. Klein / D. Mamer
Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2007085115/3220/18.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07865. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 104.980.

L'affectation des résultats annexée au bilan du 30 septembre 2006, enregistrés ensemble à Luxembourg le 14 février 2007 référence LSO-CB/03792, déposés ensemble au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, le 20 février 2007 sous le numéro L070025613.05, doit être complétée par le document complémentaire ci-joint a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085690/34/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2007, réf. LSO-CF05392. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Fidelity Multimanager Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1479 Luxembourg, place de l'Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 114.508.

Extrait des Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 2007

L'assemblée a décidé:

- D'élire quatre (4) administrateurs, en particulier de réélire les quatre (4) administrateurs actuels:

M. Brett P. Goodin, 20th Floor, 3-1 Toranomon 4, J-105 Tokyo, Japon

M. Simon M. Haslam, Oakhill House, 130 Tonbridge Road, Hildenborough, Tonbridge, Kent TN 11 9DZ, Grande-Bretagne

M. Allan K. C. Pelvang, Pembroke Hall, 42 Crow Lane, Pembroke HM19, Les Bermudes

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Kansallis House, place de l'Etoile, L-1021 Luxembourg

Ces administrateurs ont été élus jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire, à moins qu'un successeur ne soit désigné avant cette date.

- D'élire le Réviseur d'entreprise, en particulier de réélire PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, comme réviseur de la société pour l'année fiscale actuelle:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, sont réélus jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Luxembourg, le 25 juin 2007.

FIDELITY MULTIMANAGER SICAV

Corporate Director

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.

M. Wathelet

Director

Référence de publication: 2007085119/711/29.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00500. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Mastelle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 128.031.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un rachat d'actions daté du 12 juin 2007 qu'AXA SECONDARY FUND III 1 L.P. et AXA SECONDARY FUND III-2. L.P., sociétés de droit de Jersey ayant leur siège social au 22, Grenville Street, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE4 8PX, ont rachetés l'intégralité de parts sociales de la société MASTELLE S.à r.l, société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg selon le détail ci-dessous:

- AXA SECONDARY FUND III-1 L.P.:

416.3 parts sociales d'une valeur unitaire de 25 € chacune

- AXA SECONDARY FUND III-2 L.P.

83.7 parts sociales d'une valeur unitaire de 25 € chacune

Suite à ce rachat, AXA SECONDARY FUND III-1 L.P. et AXA SECONDARY FUND III-2 L.P. sont devenus les deux associés de MASTELLE S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007085254/1649/25.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05069. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

fitinfinance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 80.273.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue le 1^{er} juin 2007 que:

- Les mandats d'administrateurs de Monsieur Patrick Haas (demeurant à L-6940 Niederanven), de Monsieur Hannes Enthofer (demeurant à A-1010 Wien) ainsi que de la société FINANCE TRAINER LUXEMBOURG GmbH (avec siège social à L-6940 Niederanven) sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2010 statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

- Le mandat de commissaire aux comptes de la société DMS & ASSOCIES Sarl avec siège social à L-1750 Luxembourg, est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2010 statuant sur les comptes de l'exercice 2009.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2007085129/1321/19.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06428. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Triplane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 79.481.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 6 novembre 2006

Il résulte de l'Assemblée Générale ordinaire tenue extraordinairement le 6 novembre 2006 que:

La cooptation de Monsieur Christophe Fender en tant qu'administrateur en remplacement de M. Thierry Drot est confirmée. Les mandats d'administrateurs des Messieurs Luc Sunnen, Serge Dornseiffer et Christophe Fender sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2012. Le mandat de commissaire aux comptes de la société DMS & ASSOCIES Sarl ayant son siège à 62, avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2007.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2007085130/1321/20.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06430. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Falkenstein Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 63.017.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2007.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (LUXEMBOURG) S.A.
Signature

Référence de publication: 2007085731/3560/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007, réf. LSO-CG05733. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Luxenergie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 23, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 34.538.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg le 17 avril 2007 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur les personnes suivantes:

Monsieur Romain Becker, Président, L-2510 Strassen, rue Schafsstrachen, 37.

Monsieur Paul Weis, Administrateur-délégué, L-8337 Capellen, rue Michel Rodange, 2.

Monsieur Nestor Didelot, Administrateur, L-8295 Keispelt, rue de Kehlen, 110.

Monsieur Emile Kieffer, Administrateur, L-1870 Luxembourg, Kohlenberg, 32.

Monsieur Pierre-Emile Kieffer, Administrateur, L-1420 Luxembourg, avenue Gaston Diderich, 271.

Monsieur Eric Mauer, Administrateur, L - 7209 Walferdange, rue G.-D. Charlotte 18

Monsieur Roger Thill, Administrateur, L-4174 Esch-sur-Alzette, rue Mathias Koener, 40.

Leur mandat venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2007.

P. Weis

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2007085132/2157/27.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2007, réf. LSO-CF03473. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

DEXIA Participation Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 95.732.

Le Conseil d'administration, qui s'est tenu en date du 6 juin 2007, a pris acte de la cooptation de M. Jacques Guerber en qualité de membres du Conseil d'administration de DEXIA PARTICIPATION LUXEMBOURG.

Le Conseil d'administration de DEXIA PARTICIPATION LUXEMBOURG se compose donc comme suit:

Jacques Guerber, 1 Passerelle des Reflets, F - La Défense 2 Cedex, Président

Michel Buyschaert, 11 place Rogier, B-1210 Bruxelles, Administrateur

Olivier van Herstraeten, 11 place Rogier, B-1210 Luxembourg, Administrateur

Stéphane Vermeire, 11 place Rogier B-1210 Luxembourg, Administrateur

Luxembourg, le 7 juin 2007.

DEXIA PARTICIPATION LUXEMBOURG, société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2007085248/6/19.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2007, réf. LSO-CF09155. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

Lloyds TSB CHF Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 40.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.107.

Extrait des décisions de l'associé unique prises en date du 3 juillet 2007

La démission de Monsieur Godfrey Abel, Manager B, a été acceptée.

Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

Mme Virginie Raux, Manager A

Mr Stuart Wilkins, Manager A

Mr Martin Fricker, Manager A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MOURANT LUXEMBOURG S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007085250/1649/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG05070. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070093914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juillet 2007.

BBGP Biofuels Partner S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 129.712.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-eight day of June.

Before us, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich,

There appeared:

BBGP ODENSE MALTA LIMITED, a Malta private limited liability company, having its registered office at 171, Old Bakery Street, Valletta VLT 1455, Malta, (RC of Malta Number C 38312)

here represented by M. Max Mayer, private employee, residing in Luxembourg

by virtue of a proxy with power of substitution given on June 28th, 2007.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*):

I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name

1.1. There is formed a private limited liability company under the name BBGP BIOFUELS PARTNER S.à.r.l., which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the Company), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered Office

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange. (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3. However, the sole Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality.

Art. 3. Object. The Company's objects are:

3.1. to provide direct or indirect financing and/or financial services, as well as administrative assistance ancillary thereto to its subsidiaries or companies in which itself or its parent company has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the «Connected Companies» and each as a «Connected Company») and;

3.2. to acquire and hold interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign commercial, industrial or financial entities, by way of, amongst others, the subscription or acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or any other way, or financial debt instrument in any way whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.3. A company shall be deemed to be part of the same «group» as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is on control of, is controlled by, is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case where beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the full power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

3.4. The Company may in particular enter into the following transactions:

- Borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- Advance, lend or deposit money or give credit to any Connected Company, including but not limited to mezzanine loans;

- Enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the property assets (present or future) of the undertaking or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company or any of the Connected Companies, and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of the laws of Luxembourg;

- Enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements, under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counterparty;

- Enter into agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, distribution agreements, managements agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, in relation to the area described above;

It is being understood that in any case the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulatory activity of the financial sector.

3.5. The Company may also invest in real estate directly or indirectly in Luxembourg or abroad and acquire or sell or other dispose and hold, directly or indirectly, interests in Luxembourg or foreign entities, by way of, amongst others, the subscription and the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever and administrate, develop and manage such holding of interests.

3.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfill its corporate object as well as transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above, however without taking advantage of the specific tax regime organised by the law of July 31, 1929 on holding companies.

Art. 4. Duration

4.1. The Company is established for an unlimited duration.

II.- Capital, Shares

Art. 5. Share Capital

5.1. The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) Shares of twenty five euro (EUR 25.-) each (hereafter referred to as the Shares). The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders.

5.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3. The capital may be changed at any time by a decision of the single Shareholder or by a decision of the Shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 13 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these articles.

5.4. All Shares will have equal rights.

Art. 6. Shares Indivisibility

6.1. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares

7.1. In case of a single Shareholder, the Company's Shares are freely transferable.

7.2. In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of Articles 189 and 190 of the Law.

7.3. In addition, each Shareholder agrees that it will not transfer, pledge or grant a security interest in any Share without the prior written consent of the Board of Managers.

III.- Management, Representation

Art. 8. Management

8.1. The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the Shareholder(s) (each a Manager and collectively the Managers). In case of plurality of Managers, they will constitute a Board of Managers.

8.2. The Managers need not to be Shareholders. The Managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholder(s).

Art. 9. Powers of the Board of Managers

9.1. In dealing with third parties, the sole Manager or, in case of plurality of Managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article shall have been complied with.

9.2. All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Manager or in case of plurality of Managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the Company

10.1. Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole Manager, bound by the sole signature of the sole Manager or, in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers or by the signature of any person

to whom such power shall be delegated, in case of a sole Manager, by the sole Manager or, in case of plurality of Managers, by any two Managers.

Art. 11. Delegation and Agent of the Board of Managers

11.1. The sole Manager or, in case of plurality of Managers, any two Managers may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2. The sole Manager or, in case of plurality of Managers, any two Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the Board of Managers

12.1. In case of plurality of Managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager.

12.2. The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the Managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4. The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5. The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6. A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7. The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

IV.- General Meeting of Shareholders

Art. 13. Powers of the General Meeting of Shareholders - Votes

13.1. The single Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting.

13.2. In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his Share holding. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

13.3. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

V.- Business Year

Art. 14. Business Year

14.1. The Company's financial year starts on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

14.2. At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Managers and the Managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Right of Shares

15.1. The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

15.2. From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.3. To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by these Articles, the Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.4. The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

15.5. The Board of Managers may however and to the extent permitted by Luxembourg law decide to pay interim dividends.

VI.- Liquidation

Art. 16. Causes of Dissolution

16.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Art. 17. Liquidation

17.1. The liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority of Shareholders.

17.2. The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

VII.- Applicable Law

Art. 18. Applicable Law

18.1. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the 31st December 2007.

Subscription - Payment

Thereupon, BBGP ODENSE MALTA LIMITED, represented as stated above, declares to subscribe for the whole share capital of the Company and to fully pay up all five hundred (500) Shares by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), which amount is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,600.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company, represented as stated above, has passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed as Manager for an undetermined period:

Mr Mark Hatherly, investment banker, born 13 November 1965 at Auckland (New Zealand), residing professionally at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg

Mr David Dujacquier, accountant, born 20 January 1970 at Braine L'Alleud (Belgium), residing professionally at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 6, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-huit juin.

Par-devant Nous, Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

A comparu:

BBGP ODENSE MALTA LIMITED, une société à Malte, ayant son siège social au 171, Old Bakery Street, Valletta VLT 1455, Malta, (RC MALTA N° C 38312)

ici représentée par Monsieur Max Mayer, employé privé, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration avec pouvoir de substitution donnée le 28 juin 2007.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination, Siège social, Objet social, Durée

Art. 1^{er}. Dénomination

1.1 Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de BBGP BIOFUELS PARTNER S.à r.l., qui sera régie par le droit luxembourgeois (ci-après la Société), et en particulier par la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1 Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange, (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Cependant, le Gérant unique ou en cas de pluralité des Gérants, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège social de la Société dans les limites de la commune.

Art. 3. Objet social. L'objet de la Société est:

3.1. de fournir tout financement direct ou indirect et/ou tous services financiers ainsi que toute assistance administrative lies à ceux-ci, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle ou sa société mère a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit nécessairement substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après dénommées les «Sociétés Apparentées» et chacune une «Société Apparentée») dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.2. d'acquérir et détenir tous intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres activités luxembourgeoises ou étrangères, commerciales, industrielles ou financières, notamment par voie de souscription ou d'acquisition de toute valeur mobilière ou de droits au travers de participations, d'apport, de prise ferme ou d'option, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, ainsi que d'administrer, de développer et de gérer cette détention d'intérêts.

3.3. Une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, d'une manière directe ou indirecte, détient est détenue par, contrôle, est contrôlée par, est sous un contrôle commun avec la Société ou est contrôlée par un associé ou actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire ou trustee, gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou tout autre moyen.

3.4. La Société pourra, en particulier, effectuer les opérations suivantes:

- emprunter sous toute forme ou obtenir toute forme de crédit et lever des fonds, notamment par l'émission d'obligations, de titres de dettes (notes) de billets à ordre (promissory notes), de certificats (certificates) et d'autres instruments de dettes ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter ou déposer des fonds ou octroyer du crédit à toute société Sociétés Apparentées, en ce compris, sans y être limité, des fonds mezzanines;

- accorder toutes garanties, mettre en gage ou fournir toutes autres formes de sûretés, que ce soit par engagement formel ou par hypothèque ou charge (charge) sur tout ou partie des actifs (présents ou futurs) de l'entreprise, ou par l'une ou l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de tout administrateur, gérant ou autre mandataire de la Société ou de Sociétés Apparentées, et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites apportées par la loi luxembourgeoise;

- entrer dans toute forme de contrats dérivés de crédit tels que, mais sans que cela limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira ne protection de crédit à la contrepartie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière;

- conclure des contrats et notamment, des contrats d'association, des contrats de souscription, des accords de substitution, des contrats de gestion, des contrats de conseil, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, en relation directe ou indirecte avec les secteurs décrits ci-dessus;

Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5. La Société pourra aussi investir dans des biens immobiliers directement ou indirectement à Luxembourg ou à l'étranger et acquérir ou vendre ou tout autre acte de disposition et détenir, directement ou indirectement, tous intérêts dans des entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, et d'administrer, développer et gérer de telle détention d'intérêts.

3.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participation financières.

4. Durée

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cinq cent (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR), chacune (ci-après désignées les Parts). Il est fait ci-après référence aux détenteurs de Parts comme Associés.

5.2 Outre le capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission est à la libre disposition des Associés.

5.3 Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts

5.4 Toutes les Parts donnent droit à des droits égaux.

Art. 6. Indivisibilité des Parts

6.1 Envers la Société, les Parts de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des Parts

7.1 En cas d'Associé unique, les Parts de la Société sont librement transmissibles.

7.2 En cas de pluralité d'Associés, les Parts détenues par chacun d'entre eux ne sont cessibles que dans le respect des exigences des Articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 De plus, chaque Associé s'engage à ne pas céder, mettre en gage ou accorder des garanties sur les Parts qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

III. Gestion, Représentation

Art. 8. Conseil de gérance

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'Associé (des Associés) (chacun un Gérant et ensemble les Gérants). En cas de pluralité de Gérants, ils constitueront un Conseil de Gérance.

8.2 Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés. Les Gérants sont révocables à tout moment avec ou sans motif sur décision de l'Associé (des Associés).

Art. 9. Pouvoirs du Conseil de Gérance

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance a tous les pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que cela soit conforme aux dispositions de cet Article.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la société

10.1 La Société sera valablement engagée envers les tiers par la signature du Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir sera délégué, en cas de Gérant unique, par le Gérant unique ou, en cas de pluralité de Gérants, par deux Gérants.

Art. 11. Délégation et représentant du Conseil de Gérance

11.1 Le Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, deux Gérants peuvent déléguer leur(s) pouvoir(s) pour des affaires déterminées à un ou plusieurs agents ad hoc.

11.2 Le Gérant unique ou en cas de pluralité de Gérants, deux Gérants détermineront les responsabilités de l'agent en question et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et autres conditions de la représentation.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance

12.1 En cas de pluralité de Gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés et ont renoncé à la convocation par écrit.

12.3 Tout Gérant peut participer aux réunions du Conseil de Gérance en nommant par écrit ou par télégramme ou par télécopie ou par e-mail ou par lettre un autre Gérant comme son représentant. Un Gérant peut aussi nommer un autre Gérant pour le représenter par téléphone, ce qui doit être ultérieurement confirmé par écrit.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement discuter et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple.

12.5 L'utilisation de l'équipement de vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pourvu que chaque Gérant participant soit capable d'entendre et d'être entendu par les autres Gérants participants qu'ils utilisent ou non cette technologie, et chaque Gérant participant est considéré comme présent et autorisé à voter par vidéo ou téléphone.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est valable et efficace comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Le procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance doit être signé par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion. Des extraits doivent être certifiés par tout Gérant ou par toute personne nommée par tout Gérant ou durant une réunion du Conseil de Gérance.

IV. Assemblées Générales des Associés

Art. 13. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Associés - Votes

13.1 L'Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives quelque soit le nombre de Parts qu'il détient. Chaque Associé possède des droits de vote proportionnel au nombre de Parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent.

13.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve de toute autre disposition de la Loi.

V.- Exercice Social

Art. 14. Exercice Social

14.1 L'année sociale commence le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par les Gérants et ceux-ci prépareront un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 15. Droit de Distribution des Parts

15.1 Les bénéfices de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

15.2 Du bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.3 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société tant dans le respect de la Loi que des Statuts, les Gérants pourront proposer que ces fonds disponibles soient distribués.

15.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

15.5 Le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes dans la mesure de ce qui est permis par le droit luxembourgeois.

VI.- Liquidation

Art. 16. Causes de Dissolution

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

Art. 17. Liquidation

17.1 La liquidation de la Société requiert l'approbation de la majorité des Associés.

17.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

VII.- Loi Applicable

Art. 18. Loi Applicable

18.1 Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, BBGP ODENSE MALTA LIMITED, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire l'entiereté du capital social de la Société et de libérer intégralement les cinq cent (500) Parts par un versement en espèces d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), qui est donc à la disposition de la Société, comme il en a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 1.600,-EUR.

Décisions de l'Associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme Gérant de la Société pour une durée indéterminée:
 - M. Mark Hatherly, né le 13 novembre 1965 à Auckland (Nouvelle Zélande) et résident professionnellement à 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg; et
 - M. David Dujacquier, né le 20 janvier 1970 à Braine L'Alleud (Belgique) et résident professionnellement à 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.
2. Le siège social de la Société est établi au 6, Parc d'Activités Syrdall, Munsbach L-5365.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par noms, prénoms, états et demeures, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Mayer, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2007. LAC/2007/15879. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 11 juillet 2007.

P. Decker.

Référence de publication: 2007085287/206/404.

(070095108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Orlando Italy Special Situations SICAR (SCA), Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 116.814.

In the year two thousand six, on the twenty-eighth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Mr Patrick Van Hees, jurist in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, acting for and on behalf of Mr Gustave Stoffel, licencié en administration et gestion, residing in Luxembourg,

acting as representative of the Manager as unlimited Shareholder (actionnaire gérant commandité) of ORLANDO ITALY SPECIAL SITUATIONS SICAR (SCA), a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the form of a company limited by shares (société en commandite par actions - partnership limited by shares), having its registered office in L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte Neuve, trade register Luxembourg section B number 116.814 (hereafter «the partnership» or «the Company»),

pursuant to a resolution of the Manager included in a meeting of the Board of Directors of the Company as said hereafter.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to record his declarations as follows:

1.- The Company has been incorporated by deed on 24th May, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1189 of 19th June, 2006 and its Articles of Association have been amended for the last time by deed enacted on 31st July 2006, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2012 of October 26, 2006.

2.- The subscribed share capital (hereinafter, the «Subscribed Capital») of the Partnership is currently set at EUR 511,248.28 (five hundred eleven thousand two hundred forty-eight euros and twenty-eight cents), divided into 408,265 (four hundred and eight thousand two hundred sixty-five) Class A Shares with a par value of euro 1.24 (one euro and twenty-four cents) each and 4,032 (four thousand thirty-two) Class B Shares with a par value of euro 1.24 (one euro and twenty-four cents) each, fully paid up.

3.- Pursuant to Article 5.4 of the Articles of Association of the Company, the authorised share capital is set at EUR 220,000,000.20 (two hundred twenty million euros and twenty cents), consisting of 177,419,355 (one hundred seventy-

seven million four hundred nineteen thousand three hundred fifty-five) shares of a par value of EUR 1.24 (one euro and twenty-four cents) each.

The Manager is authorised and instructed to increase the share capital, in whole or in part, from time to time, within a period starting on June 19, 2006 and expiring on June 19, 2011, up to the overall amount of the authorised capital; in doing so, the Manager shall decide to issue shares representing such whole or partial increase and shall accept subscriptions for such shares.

4.- Through its resolutions dated December 21, 2006, the Manager has resolved, pursuant to the Draw Down notice number 2:

- to waive the preferential subscription rights of the shareholders where necessary, and;
- to issue 27,218 new Class A Shares at an issue price of EUR 4.66246 to THE WELLCOME TRUST to be paid in totally, and consequently to increase the subscribed capital of the SICAR by an amount of EUR 33,750.32 and a global share premium of EUR 93,151.01;
- to issue 107,056 new Class A Shares at an issue price of EUR 5.89 to the other investors appearing on the attached list, to be paid in totally, and consequently to increase the subscribed capital of the SICAR by an amount of EUR 132,749.44 and a global share premium of EUR 497,820.83;
- to issue 63,993 new Class B Shares at an issue price of EUR 1.24 to the ORLANDO ITALY MANAGEMENT S.A., to be paid in totally, and consequently to increase the subscribed capital of the SICAR by an amount of EUR 79,351.32;
- accept the subscriptions of the above mentioned investors and to amend article 5 of the articles of incorporation to reflect such capital increase.

Thereupon the Manager decides to admit to the subscription of the new shares by the investors detailed on the list here annexed.

These subscribers, duly represented declared to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash as well as the entire share premium, so that the company had at its free and entire disposal the amount of EUR EUR 836,822.92 as was certified to the undersigned notary.

5.- As a consequence of this increase of capital, Article 5.3 of the Articles of Association of the Company is amended and now reads as follows:

«5.3. The subscribed share capital (hereinafter, the «Subscribed Capital») of the SICAR is set at EUR 757,099.36 (seven hundred fifty-seven thousand ninety-nine euros and thirty-six cents), divided into 542,539 (five hundred forty-two thousand five hundred and thirty-nine) Class A Shares with a par value of euro 1.24 (one euro and twenty-four cents) each and 68,025 (sixty-eight thousand twenty-five) Class B Shares with a par value of euro 1.24 (one euro and twenty-four cents) each, fully paid up.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present increase of capital, are estimated at two thousand five hundred euros.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading the present deed to the appearing person, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Patrick Van Hees, juriste à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg;

agissant en qualité de mandataire du Gérant en tant qu'Actionnaire Gérant commandité (le Gérant) de la société d'investissement en capital à risque (SICAR) sous forme de société en commandite par actions ORLANDO ITALY SPECIAL SITUATIONS SICAR (SCA), ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte Neuve, R. C. Luxembourg section B numéro 116.814 (la «Société»),

en vertu d'une procuration spéciale et d'une résolution du Gérant de la société relatée ci-après.

Le comparant, agissant en sa capacité, a requis le notaire soussigné de prendre acte des déclarations suivantes:

1.- La Société a été constituée suivant acte reçu le 24 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 189 du 19 juin 2006 et ses statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 31 juillet 2006, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2012 du 26 octobre 2006.

2.- Le capital souscrit et entièrement libéré de la Société s'élève actuellement à EUR 511.248,28 (cinq cent onze mille deux cent quarante-huit euros et vingt-huit cents), divisé en 408.265 (quatre cent huit mille deux cent soixante-cinq

Actions de Catégorie A d'une valeur nominale de EUR 1,24 (un euro et vingt-quatre centimes) chacune et 4.032 (quatre mille trente-deux) Actions de Catégorie B d'une valeur nominale de EUR 1,24 (un euro et vingt-quatre centimes) chacune.

3.- Conformément à l'article 5.4 des statuts de la Société, le capital autorisé est fixé à EUR 220.000.000,20 (deux cent vingt millions d'euros et vingt cents), composé de 177.419.355 (cent soixante dix-sept millions quatre cent dix-neuf mille trois cent cinquante-cinq) actions d'une valeur nominale chacune de EUR 1,24 (un euro et vingt-quatre centimes).

Le Gérant est autorisé à et a la charge d'augmenter le capital social, en tout ou en partie, le cas échéant, au cours d'une période ayant débuté le 19 juin 2005 et expirant le 19 juin 2011, jusqu'au montant total du capital autorisé; ce faisant, le Gérant décidera d'émettre des actions représentant une telle augmentation totale ou partielle et acceptera des souscriptions pour lesdites actions.

4.- Par sa résolution du 21 décembre 2006, le Gérant a notamment décidé en exécution de l'Avis de Tirage no 2:

- de supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants dans la mesure où cela s'avéra nécessaire;

- d'émettre 27.218 (vingt-sept mille deux cent dix-huit) nouvelles actions de Classe A à un prix d'émission de EUR 4,66246 à THE WELLCOME TRUST à libérer intégralement, et par conséquent, d'augmenter le capital souscrit de la SICAR à concurrence de EUR 33.750,32 (trente-trois mille sept cent cinquante euros et trente-deux cents) moyennant paiement d'une prime d'émission globale de EUR 93.151,01 (quatre-vingt-treize mille cent cinquante et un euros et un cent);

- d'émettre 107.056 (cent sept mille cinquante-six) nouvelles actions de Classe A à un prix d'émission de EUR 5,89 aux autres investisseurs apparaissant sur la liste annexe, à libérer en intégralité, et par conséquent, d'augmenter le capital souscrit de la SICAR à concurrence de EUR 132.749,44 (cent trente-deux mille sept cent quarante-neuf euros et quarante-quatre cents) moyennant paiement d'une prime d'émission globale de EUR 497.820,83 (quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent vingt euros et quatre-vingt-trois cents);

- d'émettre 63.993 (soixante-trois mille neuf cent quatre-vingt-treize) nouvelles actions de Classe B à un prix d'émission de EUR 1,24 à ORLANDO ITALY MANAGEMENT S.A., à libérer en intégralité, et par conséquent, d'augmenter le capital souscrit de la SICAR à concurrence de EUR 79.351,32 (soixante-dix-neuf mille trois cent cinquante et un euros et trente-deux cents);

Ensuite le Gérant a décidé d'admettre à la souscription des actions nouvelles tous les souscripteurs repris sur une liste qui restera ci-annexée.

Ces souscripteurs, dûment représenté aux présentes, ont déclaré souscrire aux actions nouvelles et les libérer intégralement en numéraire, ainsi que la prime d'émission dans son intégralité, de sorte que la société a eu à sa libre et entière disposition la somme totale de EUR 836.822,92 (huit cent trente-six mille huit cent vingt-deux euros et quatre-vingt-douze cents), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

5.- En conséquence d'une telle augmentation du capital, l'article 5.3 des statuts de la Société est modifié afin d'avoir désormais la teneur suivante:

«5.3. Le capital social souscrit (ci-après «le Capital Souscrit») de la SICAR est fixé à EUR 757.099,36 (sept cent cinquante-sept mille quatre-vingt-dix-neuf euros et trente-six cents), divisé en 542.539 (cinq cent quarante-deux mille cinq cent trente-neuf) Actions de Catégorie A d'une valeur nominale de EUR 1,24 (un euro et vingt-quatre centimes) chacune et 68.025 (soixante-huit mille vingt-cinq) Actions de Catégorie B d'une valeur nominale de EUR 1,24 (un euro et vingt-quatre centimes) chacune.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ deux mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Van Hees, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 4 janvier 2007, vol. 440, fol. 69, case 10. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 15 février 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007086637/242/139.

(070096581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2007.

LEA3M S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3844 Schifflange, Zone Industrielle Letzebuerger Heck.

R.C.S. Luxembourg E 3.710.

—
STATUTS

L'an deux mille sept, le vingt et un juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Michel Vallez, ingénieur, né à Renaix (Belgique), le 22 octobre 1945, demeurant à B-6111 Montigny Le Tilleul, 41/B, rue des Mulets (Belgique);

2.- Madame Michèle Marthoz, ingénieur, née à Nassogne (Belgique), le 30 mai 1954, demeurant à B-4431 Ans, 26, rue Plope (Belgique).

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société civile immobilière régie par la loi de 1915 sur les sociétés commerciales et civiles, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes, et par les articles 1832 et suivants du code civil.

Art. 2. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles qu'elle pourrait acquérir tant au Luxembourg qu'à l'étranger, à l'exclusion de toute activité commerciale.

Elle pourra effectuer toutes opérations mobilières et immobilières en relation directe avec son objet social ou en mesure de développer ce dernier.

Elle pourra également prendre des participations financières susceptibles de permettre par leur apport financier à développer de manière directe ou indirecte son objet social principal.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

Art. 3. La dénomination de la société est LEA3M S.C.I.

Art. 4. Le siège social est établi à Schifflange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à l'unanimité des parts d'intérêts.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de cinq mille euros (5.000,- EUR), divisé en vingt (20) parts d'intérêts sans désignation de valeur nominale.

En raison de leurs apports, il est attribué à:

1.- Monsieur Michel Vallez, ingénieur, né à Renaix (Belgique), le 22 octobre 1945, demeurant à B-6111 Montigny Le Tilleul, 41/B, rue des Mulets (Belgique), dix-neuf parts d'intérêts	19
2.- Madame Michèle Marthoz, ingénieur, née à Nassogne (Belgique), le 30 mai 1954, demeurant à B-4431 Ans, 26, rue Plope (Belgique), une part d'intérêts	1
Total: vingt parts d'intérêts	20

La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord unanime.

L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du (des) gérant(s) ou des associés. Les intérêts courent à partir de la date de l'appel des fonds ou apports.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété;
- soit en usufruit, par un associé dénommé «usufruitier» et en nue-propiété par un associé dénommé «nu-propiétaire».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque part sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droits sociaux dans leur ensemble;
- droit de vote aux assemblées générales;
- droits aux dividendes;
- droit préférentiel de souscription des parts nouvelles en cas d'augmentation de capital;

Les droits attachés à la qualité de nu-proprétaire et conférés par chaque part sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société suivant les modalités prévues ci-après sub b).

En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-proprété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-proprété sera déterminée:

- a) par la valeur de la pleine propriété des parts établie en conformité avec les règles d'évaluation prescrites par la loi;
- b) par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-proprété conformément aux dixièmes forfaitaires fixés par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg en matière d'enregistrement et de droits de succession.

Art. 7. Les parts d'intérêts sont librement cessibles entre associés. Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord des associés représentant 75% du capital en cas de cession entre vifs, respectivement sans l'accord unanime de tous les associés restants en cas de cession pour cause de mort.

En cas de transfert par l'un des associés de ses parts d'intérêts à un tiers les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts, à un prix agréé entre associés et fixé à l'unanimité d'année en année lors de l'assemblée générale statuant sur le bilan et le résultat de chaque exercice.

Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Art. 8. La dissolution de la société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé.

Toutefois les héritiers de cet associé devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la société.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables à l'unanimité de tous les associés.

Art. 10. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom et pour compte de la société.

La société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle d'un gérant tant pour les actes d'administration que de disposition.

Art. 11. Le bilan est soumis à l'approbation des associés qui décident de l'emploi des bénéfices. En cas de distribution de bénéfices, les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts d'intérêts.

Art. 12. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du code civil. Les pertes et dettes de la société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la société.

Art. 13. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation d'un gérant ou sur convocation d'un des associés.

L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Toutefois les modifications aux statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

Art. 14. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le ou les gérants ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2007.

Libération des parts d'intérêts

Toutes les parts d'intérêts ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de cinq mille euros (5.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ sept cents euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-3844 Schifflange, Z.I. Letzebuenger Heck.

2.- Monsieur Michel Vallez, ingénieur, né à Renaix (Belgique), le 22 octobre 1945, demeurant à B-6111 Montigny Le Tilleul, 41/B, rue des Mulets (Belgique), est nommé à la fonction de gérant pour une durée indéterminée.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Vallez, M. Marthoz, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 juillet 2007. Relation GRE/2007/2851. — Reçu 50 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 juillet 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007085324/231/117.

(070094844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Spinnaker Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 76.188.

In the year two thousand and seven, on the twenty-eighth of June.

Before us Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg.

Is held the extraordinary general meeting of shareholders of the company, a société à responsabilité limitée, denominated SPINNAKER INVEST Sàrl (the «Company»), having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under section B, number 76.188.

The Company was incorporated on 27 April 2000, by a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, deed published in the Mémorial C on 4th October 2000, number 724, page 34.722.

The articles of association were modified on 23 December 2002 by a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, deed published in the Mémorial C on 25 February 2003, number 203, page 9.698.

The meeting of shareholders is presided by Mrs. Marianne Korving, attorney at law, 20, avenue Monterey, Luxembourg, who appoints as secretary Mrs. Kulas Chantal, private employee, 2, rue de la Chapelle, Luxembourg.

The meeting appoints as scrutineer, Mrs. Marianne Korving, prenamed.

I) The sole shareholder represented at the meeting as well as the number of shares held by him have been set out on an attendance list signed by the proxy-holder of the shareholder represented, and the members of the meeting declare to refer to this attendance list, as drawn up by the members of the bureau of the meeting.

The aforesaid attendance list, having been signed ne varietur by the parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed with which it will be registered.

The proxy given by the represented shareholder to the present meeting shall also remain attached to the present deed with which it will be registered and signed ne varietur by the parties and the acting notary.

II) That as a result of the aforementioned attendance list all 500 shares issued are represented at the present meeting, which is consequently constituted and may validly deliberate and decide on the different items of the agenda.

III) That the agenda of the present meeting is as follows:

Agenda:

After discussion, the meeting unanimously resolved the following decisions:

1. Presentation and approval of the interim balance sheet of the Company as at 20 June 2007 (the «Liquidation Date»);
2. Discharge given to the board of directors for their duties performed from the 1st January 2007 until the Liquidation Date;
3. Early dissolution of the Company and putting of the Company into liquidation; and
4. Appointment of a liquidator and determination of its powers.

After discussion, the meeting unanimously resolved the following decisions:

First resolution

The meeting decides to approve the interim balance sheet of the Company as at 20 June 2007.

Second resolution

The meeting decides to grant full discharge to the members of the board of directors for the exercise of their mandates from 1st January 2007 until the date of the present meeting.

Third resolution

In compliance with the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the meeting decides to dissolve the Company and to start liquidation proceedings.

Fourth resolution

The meeting decides to appoint OPR LIQUIDATORSHIP LIMITED, with registered office in P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the British Virgin Islands company registry under number IBC No. 679628, as liquidator.

The aforesaid liquidator must realise the whole of the assets and liabilities of the Company. The liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect rely fully on the books of the Company, especially the financial statements drawn up as at 20 June 2007.

The liquidator may under its own responsibility and regarding special or specific transactions, delegate such part of his powers as it may deem fit, to one or several representatives.

The liquidator's signature binds validly and without limitation the company which is in the process of being liquidated.

The liquidator has the authority to perform and execute all transactions provided for in articles 144 and 145 of the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, without specific authorisation therefore from a general shareholder's meeting.

The liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts.

Closure of the meeting

The foregoing resolutions have been taken separately and unanimously.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and on request of the same appearing parties and in the event of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 900.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and explained to the meeting and to the members of the bureau, each and all known by the undersigned notary, the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la version française:

En l'an deux mille sept, le vingt-huit juin.

Par-devant, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

Se tient l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée SPINNAKER INVEST Sàrl (la «Société»), ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite au registre de commerce de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 76.188.

La Société a été constituée suivant acte reçu le 27 avril 2000 par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C du 4 octobre 2000, numéro 724, page 34722.

Les statuts ont été modifiés par Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 décembre 2002, acte publié au Mémorial C du 25 février 2003, numéro 203, page 9698.

L'assemblée est présidée par Madame Marianne Korving, avocat à la Cour, 20, avenue Monterey, Luxembourg, qui nomme comme secrétaire Madame Kulas Chantal, employée privée, 2, rue de la Chapelle, Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur, Madame Marianne Korving, avocat à la Cour, 20, avenue Monterey, Luxembourg.

I) L'associé unique représenté à l'assemblée ainsi que le nombre de parts sociales qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par les mandataires de l'associé représenté et les membres de l'assemblée déclarent se reporter à cette liste de présence, telle qu'elle a été dressée par les membres du bureau de la présente assemblée.

La prédite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement, la procuration de l'associé représenté, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

II) Qu'il résulte de cette liste de présence que toutes les 500 parts sociales émises sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Présentation et approbation des états financiers de la Société au 20 juin 2007 (la «Date de Mise en Liquidation»);
 2. Décharge accordée aux gérants pour l'exercice de leur mandat à compter du 1^{er} janvier 2007 jusqu'à la Date de Mise en Liquidation;
 3. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la Société; et
 4. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- Après délibération, l'assemblée prend les décisions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver les comptes intermédiaires de la Société au 20 juin 2007.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de donner décharge aux membres du conseil de gérance pour l'exercice de leurs mandats du 1^{er} janvier 2007 à la date de la présente assemblée.

Troisième résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, l'assemblée décide de la dissolution anticipée de la Société et de sa mise en liquidation volontaire.

Quatrième résolution

A été nommé liquidateur OPR LIQUIDATORSHIP LIMITED, constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques sous le numéro IBC N° 679628, le 6 octobre 2005, avec siège social à P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société, en particulier les états financiers arrêtés au 20 juin 2007.

Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité et pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.

Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation.

Le liquidateur dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 et 145 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par l'assemblée générale des associés.

Le liquidateur pourra payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

Clôture de l'assemblée

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française. A la demande des mêmes comparants, il est déclaré qu'en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de quelque nature qu'ils soient, incombant à la société à raison du présent acte, sont estimés à EUR 900,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. Korving, Ch. Kulas, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, LAC/2007/15961. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2007.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2007087230/208/144.

(070097217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2007.